

# AGRICULTURAL POLICY IN AFRICA



# POLITIQUE AGRICOLE EN AFRIQUE

## Appel à candidatures et nominations

### Annnonce du cours en bref

<b><u>Type</u></b>	: Cours de courte durée
<b><u>Thème</u></b>	: Politique agricole, climat
<b><u>Date</u></b>	: 11 Novembre – 22 Décembre 2019
<b><u>Durée</u></b>	: 6 Semaines
<b><u>Langue</u></b>	: Français
<b><u>Localisation</u></b>	: Formation en ligne sur le web
<b><u>Frais d'inscription</u></b>	: Pas de frais
<b><u>Date De Publication</u></b>	: 15 Octobre 2019
<b><u>Date limite de réception des candidatures</u></b>	: 03 Novembre 2019
<b><u>Public cible spécifique</u></b>	: Non
<b><u>Site web</u></b>	: <a href="http://services.unidep.org">http://services.unidep.org</a>
<b><u>Dossiers de candidature</u></b>	: <a href="https://www.unidep.org/?apply">https://www.unidep.org/?apply</a>

## CONTEXTE

---

L'agriculture est le pilier de près des deux tiers des Africains. En plus d'être une source importante de revenus pour les particuliers et les ménages, il constitue également le fondement de la plupart des économies nationales. La production agricole et le commerce intérieur de produits agricoles sont essentiels au fonctionnement des marchés locaux, à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emplois et à la recherche d'une plus grande sécurité alimentaire nationale. De nouvelles données figurant dans le rapport SOFI (State of Food Insecurity) publié en 2018 soulignent que, outre les conflits, la variabilité du climat et les phénomènes extrêmes sont également un facteur déterminant de la récente augmentation de la faim dans le monde. Ils sont également l'une des principales causes de graves crises alimentaires.

Les exportations agricoles africaines occupent une position dominante dans les relations commerciales internationales du continent, y compris dans les échanges transfrontaliers formels et informels intra-africains. En outre, le secteur agricole constitue une source essentielle de matières premières pour la production de divers produits semi-finis et entièrement transformés. Les services liés à la promotion de la production agricole et de la productivité occupent également une place importante dans la plupart des économies africaines. En résumé, l'agriculture continue d'offrir l'une des meilleures opportunités pour la promotion du développement économique global en Afrique, notamment en contribuant à la croissance d'autres secteurs et à l'expansion du secteur industriel.

Construire et renouveler une masse critique de capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre d'une politique agricole saine dans des contextes en évolution rapide est donc absolument nécessaire pour accélérer le développement de l'Afrique. Cela est d'autant plus vrai que le continent africain reste une cible importante et croissante pour l'exportation de produits agricoles subventionnés, y compris de produits alimentaires, qui menacent de déplacer les producteurs locaux des marchés nationaux et régionaux et qui ont des implications pour la sécurité alimentaire nationale et régionale. Dans le même temps, de nombreux nouveaux producteurs sont apparus sur le marché mondial et livrent une vive concurrence aux exportations africaines de cultures commerciales, érodant ainsi la part du continent dans le commerce mondial de plusieurs produits primaires importants.

Les demandes des consommateurs et des producteurs évoluent et la segmentation du marché se développe, en raison des mentalités de mondialisation et de territorialisation (niveaux national et local) dans les chaînes de valeur du secteur agroalimentaire. Les marchés agricoles se mondialisent rapidement et ce phénomène crée de nouveaux modèles de consommation et de nouveaux systèmes de production et de distribution. Les chaînes de valeur, souvent contrôlées par des sociétés et des supermarchés multinationaux ou nationaux, ont saisi une part croissante des systèmes agroalimentaires dans les régions en développement. Ils peuvent offrir des opportunités d'emploi de qualité pour les hommes et les femmes, mais ils peuvent également être un moyen de transférer les coûts et les risques vers les maillons les plus faibles, en particulier les femmes.

Ces défis s'inscrivent dans le contexte des nouvelles pressions exercées sur les petits exploitants africains qui constituent le rempart du secteur agricole dans la majeure partie du continent et de la lutte acharnée pour la saisie de terres arables en Afrique par un éventail d'intérêts commerciaux internationaux, y compris des multinationales et des entreprises agroalimentaires. Une politique agricole adaptée aux défis auxquels sont confrontés les pays africains doit tenir compte des interconnexions complexes entre les processus nationaux et mondiaux si l'on veut que le développement national durable se concrétise par la mobilisation des opportunités offertes par le secteur agricole.

En outre, il a été noté au fil des années que l'utilisation efficace d'informations liées au climat était essentielle pour aider les gouvernements à renforcer leur capacité à répondre aux besoins de

divers secteurs, notamment l'aménagement du territoire, la planification des infrastructures, le développement agricole et la production d'électricité.

En outre, l'intégration des informations et des services climatologiques augmentera la capacité des réseaux d'alerte précoce régionaux et nationaux à anticiper les événements climatiques extrêmes et à y réagir. Malheureusement, sur le continent, les politiques et les pratiques restent très en retard en termes d'intégration des informations sur le climat (CI) et des services d'information sur le climat (CIS).

Cela est dû en partie à la pénurie de CI et de SIC sur le continent, mais également à l'absence de cadres de planification conçus pour intégrer CI et SIC dans les lois, les politiques et les pratiques. Soutenir les décideurs avec des informations sur le climat est devenu essentiel pour faire avancer le développement agricole. L'intégration de l'information sur le climat (IC) et des services d'information sur le climat (CIS) dans le développement et la pratique revêt une importance primordiale pour faire avancer le développement intersectoriel résilient au climat sur le continent. En conséquence, un module sur les informations climatiques (CI) et les services d'informations climatiques (CIS) est introduit pour résoudre ce problème.

## OBJECTIFS DE L'APPRENTISSAGE

---

Le cours vise à dispenser une formation en politique agricole en vue de renforcer et / ou de renouveler les connaissances et les capacités des décideurs africains. De ce fait, le cours exposera les participants non seulement à l'état actuel des connaissances et aux enseignements comparatifs disponibles pour l'Afrique, mais également à certaines des meilleures pratiques qui constituent des exemples pertinents de la mise en place d'un régime de politique agricole intégré et global utilisé pour promouvoir la transformation économique et le bien-être social.

Le cours répondra aux préoccupations politiques communes à la plupart des gouvernements africains, notamment :

- Améliorer la production agricole et de la productivité,
- Entretenir les liens entre l'agriculture et les autres secteurs économiques,
- Renforcer la sécurité alimentaire nationale,
- Lutter contre la pauvreté,
- Développer l'emploi,
- Promouvoir la durabilité environnementale,
- Améliorer les moyens de subsistance durables en milieu rural, y compris l'égalité genre.

L'Union africaine, les Communautés économiques régionales (CER), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et le NEPAD ont également souscrit à ces préoccupations.

## CONTENU ET STRUCTURE

---

Le cours comprend les modules suivants :

- **Module 1** : Processus de Politique Agricole en Afrique : Enjeux et Défis
- **Module 2** : Instruments d'Analyse de Politique Agricole
- **Module 3** : Intégration des services d'information sur le climat dans la planification du développement : Focus sur la politique agricole et les infrastructures

## MÉTHODOLOGIE

---

Ce cours assisté par Directeur de cours sera dispensé du 11 Novembre au 22 Décembre 2019. Le cours sera animé de façon asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer aux discussions hebdomadaires en ligne. En outre, chaque module contient des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du thème de ce module. Les cours sont conçus de manière à ce que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension par le biais de questionnaires intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont prévues pour les participants qui souhaitent approfondir leur connaissance du sujet du cours.

## PUBLIC CIBLE

---

Le cours s'adresse à des groupes et à des individus souhaitant renforcer leurs capacités en matière de politique agricole.

Ils incluent :

- les cadres de politique du secteur public de niveau intermédiaire et supérieur, y compris la promotion de la production agricole, la productivité et la commercialisation; conception et gestion de services de vulgarisation pour les communautés rurales; amélioration des revenus des ménages, réduction de la pauvreté rurale et réalisation de la sécurité alimentaire nationale; négociation et gestion des accords entre États sur le commerce des produits agricoles; Formulation de politiques et contrôle du commerce intra-africain de produits agricoles.
- Les candidats éligibles des principales communautés économiques régionales (CER),
- La haute direction des organisations non gouvernementales impliquées dans le secteur agricole et celles du secteur privé formel profondément enracinées dans le secteur agricole. Cadres supérieurs des Organisations Non Gouvernementales impliquées dans le secteur agricole, et à ceux du secteur privé formel profondément ancré au sein du secteur agricole.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

---

### *Admission au Cours*

Les candidats intéressés au cours devraient avoir, au minimum, un diplôme de Licence de préférence pour les cours relatifs à l'agronomie, à l'économie Agricole, à l'agro-industrielle, au climat et à l'énergie. En outre, deux années d'expérience professionnelle seront nécessaires. Les candidatures féminines sont également vivement encouragées.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants seront acceptés au cours sur une base de roulement et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les dossiers de candidature sont à remplir exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://www.unidep.org/?apply>

### *Certificat*

Un certificat sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui réussiront aux auto-évaluations relatives aux cours présentés pour chaque module.

### *Les prérequis techniques*

L'accès à Internet est une condition essentielle pour la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciels, sont nécessaires pour suivre cette formation en ligne, veuillez consulter votre administrateur réseau ou la personne responsable du Système Informatique afin de vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Plateforme : Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel : 64 MB de RAM, 1 GB d'espace de disque libre
- Logiciels :
  - Adobe Acrobat Reader, Adobe Flash Player
  - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
  - Navigateur : Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem : 56 K
- Veuillez noter que JavaScript, les Cookies et les Pop-ups doivent être activés

## CONTACTS

---

Division E-learning et Gestion et Savoir

Tél: +221 33 829 55 00

Fax: +221 33 822 29 64

Email : [elarning@unidep.org](mailto:elarning@unidep.org)